



Le Port, 5 novembre 2016

Lettre ouverte

## **Lettre ouverte à Madame Annick Girardin, Ministre de la Fonction Publique**

Madame la Ministre,

Le Parti Communiste Réunionnais vous souhaite la bienvenue ainsi qu'un travail fructueux durant votre séjour. Les Réunionnais attendent du gouvernement des réponses concrètes aux préoccupations qu'ils vivent quotidiennement.

Tout d'abord, nos compatriotes ne comprennent pas pourquoi les gouvernements successifs depuis 1947 accordent un supplément de revenu aux seuls fonctionnaires pour compenser la vie chère alors que cela est refusé aux autres catégories sociales : smicards et minima sociaux. Allez-vous annoncer un calendrier pour corriger 70 ans de discrimination insupportable dans une démocratie qui se respecte ? Car, si la vie est chère, elle l'est pour tout le monde.

Deuxièmement, l'élargissement de la sur-rémunération aux fonctionnaires des Collectivités a conduit à ce que 13 000 employés territoriaux ne soient pas encore titulaires. Certains sont en fin de carrière. D'autres ont déjà quitté. Le gouvernement doit agir car la sur-rémunération relève d'une décision de l'Etat. Pouvez-vous publier un calendrier précis pour en finir avec cette situation intolérable faite aux employés communaux, d'une part, et relever le montant des pensions retraites de ceux qui n'ont jamais été titularisés, d'autre part ?

Troisièmement, votre collègue ministre des Outre-mers a annoncé la semaine dernière qu'elle financerait 2000 nouveaux contrats aidés avec 11 millions d'euros de budget dont elle disposait. Or, elle a oublié de dire qu'il manque 13 millions supplémentaires pour réellement financer 2000 nouveaux emplois. Pourriez-vous préciser si cette importante somme sera laissée à la charge des Collectivités ? Ceci, à un moment où 1463 Contrats d'Avenir s seront envoyés au chômage et que près de 3 000 autres jeunes risquent de vivre la même situation en cette fin d'année ?

Quatrièmement, compte tenu de l'extrême pénurie d'emploi à La Réunion, le PCR a notamment proposé un moratoire sur le mode actuel de recrutement dans la fonction publique. . Etalé sur 20 ans, ce moratoire permettra de recruter et de former des jeunes Réunionnais pour occuper les postes. C'est une proposition de justice. Allez-vous agir dans ce sens pour débloquer une situation déjà très préoccupante ?

En conclusion, et d'une manière globale, le moment n'est-il pas venu, Madame la Ministre, d'une mise à plat des revenus, du pouvoir d'achat et du recrutement des jeunes Réunionnais ?

Dans l'attente de vos réponses, recevez Madame la Ministre, l'expression de nos salutations distinguées.

*Yvan Dejean, Maurice Gironcel et Ary Yée-Chong-Tchi-Kan,  
Co-Secrétaire Généraux du Parti Communiste Réunionnais*